



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques

EARL LES FRERO DES GAVES
332 Route de Leren
40300 SORDE L'ABBAYE

Service Eau

LET220044

Dossier suivi par :
Coraline Gauthier

Mèl : ddtm-gu-eau@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Tél. : 05 59 80 87 93
Fax : 05 59 80 86 08

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Deux forages à 15 m - lieu-dit Pountets - ZA 1 sur la commune de CARRESSE-CASSABER
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :64-2022-00002

Pau, le 14 Janvier 2022

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

Deux forages à 15 m - lieu-dit Pountets - ZA 1 sur la commune de CARRESSE-CASSABER

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 05 Janvier 2022 modifié le 14 janvier 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration: Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier**. Cependant, vous devrez faire une demande d'autorisation de prélèvement annuel pour ce nouveau point de pompage auprès du groupement des irrigants.

Le prélèvement sera autorisé en période hivernal conformément au dossier.

Ce forage étant situé en zone inondable, la tête de forage sera étanche pour éviter l'intrusion d'eaux superficielles et donc la pollution de la nappe captée.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la (ou des) commune(s) :

- CARRESSE-CASSABER

pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des PYRENEES-ATLANTIQUES durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer,
La responsable de l'unité travaux
et milieux aquatiques



Stéphanie Lebret

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.